

# SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

## Procès – Verbal

### COMITÉ SYNDICAL DU 13 NOVEMBRE 2025

Convocations adressées le : Mardi 28 octobre 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 7

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 2

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 09

Nombre de titulaires en exercice : 14

#### **Titulaires présents :**

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER; Olivier CONTE; Emmanuel DENIS; Christian GATARD; Michel GILLOT; Franck MAZET

#### **Suppléants à voix délibérative :**

Evelyne DUPUY; Gérard SERER.

#### **Suppléants sans voix délibérative :**

#### **Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :**

*Néant.*

#### **Absents excusés :**

Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Brigitte PINEAU.

#### **Secrétaire de séance :**

Franck MAZET.

Le Comité syndical a débuté ses travaux à 16h00.

## **❖ TRANSPORTS URBAINS - DESIGNATION DU DELEGATAIRE TITULAIRE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORTS PUBLICS ET DES SERVICES ANNEXES DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAIN**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a laissé la parole au bureau d'étude Stève Lucas afin de réaliser une présentation relative à l'attribution de la délégation de service public de transport publics et des services annexes du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine confie l'exploitation du réseau de transports publics urbains et des services annexes à la société Keolis, dans le cadre d'une convention de délégation de service public entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette convention arrivant à échéance le 31 décembre 2025, le Syndicat doit organiser la continuité du service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Par délibération du 30 janvier 2024, le Comité Syndical a décidé d'approuver le principe de la délégation de l'exploitation du réseau de transports publics et des services complémentaires liés à la mobilité et de lancer la procédure de délégation de service public devant conduire au choix de l'opérateur économique et à l'attribution du contrat de délégation à ce dernier. La durée de la délégation de service public est de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette convention se caractérise par deux périodes distinctes : une première phase de travaux préparatoires à la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway entre 2026 et 2028; une seconde entre 2028 et 2031 correspondant au lancement du nouveau réseau Fil Bleu, incluant principalement la mise en service de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway et de 2 nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service.

Le Déléataire sera chargé de l'exploitation :

- De la première ligne de tramway, et de la deuxième ligne à compter de sa mise en service en 2028 ;
- Du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- Des services de transport public par autobus qu'il assure directement ;
- Des services de transport public qu'il sous-traite à des transporteurs tiers ;
- Des services de transport à la demande ;
- Du service des transports pour les personnes à mobilité réduite (Fil Blanc) ;
- Des services à la mobilité complémentaire à l'offre de transport (parkings relais, parkings vélos).

La consultation pour la désignation d'un délégataire de l'exploitation du réseau de transport public et des services annexes de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine a été organisée dans le cadre du code des transports, et en application des articles L. 1121-1 et suivants et L. 3126-1 à 3 et R. 3126-1 à 14 du code de la commande publique et des articles L. 1411-1 à L. 1411-19 et R. 1411-1 à R. 1411-8 du code général des collectivités territoriales.



Un avis de pré-information a été publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 21 mars 2023 puis, par un avis d'appel public à la concurrence publié le 28 février 2024, le Syndicat des Mobilités de Touraine a engagé une procédure de délégation de service public pour la gestion des services de mobilité. La date limite de réception des candidatures était fixée au 3 avril 2024 à 16H00.

Les candidats suivants ont remis un dossier de candidature dans les délais impartis :

- La société **KEOLIS** ;
- La société **RATP DEVELOPPEMENT**.

La Commission de Délégation de Service Public réunie le 22 avril 2024 a procédé à l'analyse des deux candidatures réceptionnées et a admis les deux candidats à présenter une offre, auxquels le dossier de consultation a été adressé le 9 juillet 2024. La date limite de réception des offres était fixée au 2 décembre 2024 à 16H00.

Seule la société KEOLIS a remis une offre initiale.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 6 février 2025 et a rendu un avis favorable, sur la base duquel le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine a décidé d'entrer en négociation avec le soumissionnaire.

Cinq réunions de négociations se sont tenues le 5 mars 2025 (deux réunions), le 1<sup>er</sup> avril 2025, le 29 avril 2025 et le 28 mai 2025, à la suite desquelles une note de cadrage a été transmise au soumissionnaire, lui demandant de remettre une offre finale pour le 11 juillet 2025 à 12H00.

Ces négociations ont permis d'obtenir :

- La levée des interrogations ou ambiguïtés qui pouvaient subsister à l'issue de la phase d'analyse de la proposition ;
- L'adaptation de la proposition du soumissionnaire en fonction des demandes du Syndicat des Mobilités de Touraine, notamment en termes de définition du réseau proposé, du plan de renouvellement du parc de bus, des mesures d'accompagnement au changement de comportement ;
- Des précisions sur l'organisation de l'entreprise ;
- Un meilleur degré de précision des rôles respectifs de l'Autorité organisatrice et du Délégataire, en termes d'investissements comme d'exploitation ;
- Des conditions plus favorables que les propositions initiales en termes financiers : notamment une amélioration de l'engagement de recettes, de fréquentation, et de certains postes de charges, dont l'énergie, ainsi qu'une optimisation du plan d'investissements à la charge de l'Autorité organisatrice ;
- L'intégration dans l'offre de base des options suivantes :
  - Option n°2 : Accompagnement du public sénior sur le réseau Fil Bleu,

- Option n°10 : Assistance à maîtrise d'ouvrage d'exploitabilité, de maintenabilité et de sécurité sur le projet lignes2Tram.

L'analyse de l'offre finale de la société KEOLIS a été effectuée conformément aux critères de choix suivants, par ordre décroissant d'importance :

#### Critères quantitatifs

1. Le niveau de l'engagement financier demandé au Syndicat des Mobilités de Touraine, résultant de l'écart sur la durée du contrat entre la contribution forfaitaire et l'engagement sur les recettes ;
2. Les autres éléments quantitatifs de l'offre, analysés notamment au regard des éléments d'appréciation suivants :
  - Le volume d'offre et de fréquentation, et la cohérence entre recettes et fréquentation,
  - La valorisation des modifications de l'offre,
  - La cohérence des différentes valeurs proposées dans les éléments contractuels (cf. feuillets « compléments convention » et « indexation » dans le cadre quantitatif),
  - Le niveau d'investissement en matériel roulant à la charge de l'autorité organisatrice,
  - Les éléments susceptibles de représenter un engagement financier pour l'autorité organisatrice, en particulier les modalités d'indexation et la valeur des biens fournis par le délégataire.

#### Critères qualitatifs

3. La pertinence des propositions en matière d'offre de service, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :
  - La sécurité des biens et des personnes,
  - L'organisation de la desserte,
  - La relation avec la clientèle, et ses modalités particulières en fonction du type d'usagers,
  - Le développement commercial (attirer de nouveaux usagers et les fidéliser),
  - La qualité et la continuité des services,
  - Le développement de l'intermodalité sur le réseau avec les autres modes de transport y compris la voiture particulière pour favoriser l'usage combiné des différents modes alternatifs.
4. La pertinence des propositions en matière d'efficacité des moyens du service, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :



- La politique patrimoniale, et notamment l'entretien et la maintenance dans un objectif d'optimisation de la qualité du service rendu à l'utilisateur et de durabilité du patrimoine,
  - L'organisation de l'entreprise dédiée (politique RH, recrutement, dialogue social...),
  - Le développement de la productivité et de la performance du service.
5. La pertinence des propositions en matière de développement et de mobilité durables, en particulier au regard des éléments d'appréciation suivants :
- Engagements de réduction des consommations de ressources,
  - Engagement de respect de l'environnement dans les opérations de maintenance,
  - Engagements sociaux et heures d'insertion,
  - Engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (exemplarité de l'entreprise dédiée).
6. Les outils de pilotage contractuel et la transparence de la gestion, notamment en termes d'engagements, et d'échanges d'informations et de données.

Au vu de l'analyse de l'offre finale réalisée au regard des critères de jugement des offres sus mentionnés, Monsieur le Président a décidé de proposer au Comité syndical:

- De retenir comme délégataire la société KEOLIS ;
- D'approuver la convention de délégation de service public et l'ensemble de ses annexes tels que résultant de la négociation avec ledit candidat,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention et ses annexes,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la délibération qui sera prise.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1<sup>er</sup> Vice-Président, est intervenu afin de remercier tout le travail qui a été réalisé par le Syndicat et ses partenaires depuis un an. Il a également précisé qu'il n'y a pas eu de concurrence, mais lors de l'appel à candidature initiale, il y avait tout de même deux candidats qui s'étaient déclarés jusqu'à la visite.

Ainsi, lorsque Keolis a envoyé sa première offre, ils ne savaient pas qu'ils étaient seuls. Les négociations furent néanmoins très serrées. De nouveau choix ont été faits par rapport à la délégation précédente, en travaillant notamment avec des options à lever ou non. 24 options ont ainsi été prévues. Toute ou partie de ces options négociées seront activées. D'ores et déjà deux seront immédiatement levées, il s'agit des options relatives au transport de seniors et au transport à la demande.

Monsieur le 1<sup>er</sup> Vice-Président a également indiqué que lors des dernières Rencontres Nationales du Transport Public (RNTP), le SMT a reçu le prix de la meilleure innovation pour ce dispositif de transport des seniors. Il s'agit une reconnaissance nationale de la pertinence de ce type de projet.

Cette construction sous forme d'options est nouvelle et va permettre de faire vivre le contrat de manière beaucoup plus souple et opérationnelle.

Monsieur Christophe BOULANGER a également précisé qu'il y aura à l'intérieur de la deuxième ligne de tramway des plates-formes plus vastes. Cela permettra, à travers le règlement, d'autoriser ou non la montée des vélos et des trottinettes. Il revient au délégataire de s'assurer que le règlement soit bien respecté.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, est intervenu afin de s'associer aux remerciements faits aux équipes qui ont travaillé sur la nouvelle délégation de service public, ainsi qu'à Christophe BOULANGER qui a participé à toutes les négociations. Cela représente presque 10 % d'offres supplémentaires grâce au tramway.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** le choix du délégataire et l'attribution de la convention de délégation de service public d'une durée de 6 ans pour la gestion des services de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine à la société :

**KEOLIS**

34 avenue Léonard de Vinci

92400 Courbevoie

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de délégation de service public et de ses annexes, tels que présentés ci-dessus et dans le rapport joint à la présente délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de délégation de service public ainsi que tous les documents associés avec la société **KEOLIS** ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer tous les actes, et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**



❖ **CONTRAT N°25-CONC-SMT01 RELATIF A LA CONCESSION DE SERVICES POUR LA MISE A DISPOSITION, L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION, LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DES MOBILIERS URBAINS POUR LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE – AVENANT N°1**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération du 8 novembre 2023, le Comité Syndical a décidé d'approuver le principe de la concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien du mobilier urbain et de constituer un groupement d'autorités concédantes avec les communes de Tours, Joué-les-Tours, la Riche et Saint-Cyr-sur-Loire.

Par délibération du Comité Syndical du 25 mai 2025, a été approuvé le choix du concessionnaire et l'attribution du contrat de concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le contrat de concession de services du Syndicat des Mobilités de Touraine a été notifié le 25 juin 2025 à l'entreprise JC DECAUX FRANCE pour une durée de 15 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et arrive à échéance le 30 juin 2040.

Une omission a été constatée dans la liste des annexes au contrat. En effet, le mémoire technique déposé par la société JC DECAUX FRANCE lors de la remise de son offre finale n'y figure pas.

Il convient donc de corriger cette erreur matérielle en intégrant en annexe 11, le mémoire technique à la liste des annexes au contrat de concession de services.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'avenant n°1 au contrat de concession relatif à la concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant n° 1 à la présente délibération et à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette dernière.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

## ❖ TRANSPORT – CONVENTION RELATIVE A L'ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE A L'ASSOCIATION OBJECTIF RER METROPOLITAINS

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La mise en place de projets de SERM est devenue un objectif des politiques de mobilité dans un grand nombre d'agglomérations françaises.

Elle répond à un faisceau d'objectifs convergents :

- Mettre en place des offres de transports attractives, alternatives à la voiture, permettant de concrétiser le droit à la mobilité dans les grands bassins d'agglomérations,
- Poser un acte structurant de la transition écologique induisant une réduction forte des émissions carbonées liées aux déplacements, permettant de maîtriser l'étalement urbain et de contenir l'artificialisation des sols,
- Conforter le pouvoir d'achat de nos concitoyens,
- Permettre à la filière des transports ferroviaires de franchir un seuil important de son développement

L'association Objectif RER métropolitains, à travers les connaissances, l'expertise et le retour d'expérience de chacun de ses membres, a pour objectif d'agir pour garantir la réussite de ce processus, et notamment de:

- Favoriser la mise en place de projets portant une ambition forte en matière de desserte correspondant à la définition habituellement observée du concept RER,
- Faire émerger les solutions techniques, juridiques et financières qui permettront la réalisation de ces projets,
- Mettre en place un observatoire des RER en service et en projet en France et en Europe

La présente convention a pour objet l'adhésion du SMT à Objectif RER Métropolitain pour une durée de 4 ans, à partir du 1er janvier 2026, et une cotisation de 2 000€ par an.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** la convention relative à l'adhésion du Syndicat des Mobilités de Touraine à l'association Objectif RER Métropolitains;
- **DE DESIGNER** un représentant dans le collège Partenaires de RER Métropolitains ainsi que celui d'un remplaçant.



- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

❖ **TRANSPORT – CONVENTION RELATIVE AU PARTENARIAT  
POUR L'ORGANISATION DES JOURNEES DES MOBILITES DU  
QUOTIDIEN 2026**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Les Journées des Mobilités du Quotidien (JMQ) 2026 constitueront la troisième édition d'un événement qui rassemble à l'échelle nationale, depuis la première édition de Strasbourg en 2024 et celle d'Annemasse en 2025, les acteurs de différentes natures engagés pour la réussite des RER en régions : autorités publiques, acteurs de la société civile, professionnels et experts...

L'association Objectif RER métropolitains propose d'organiser les JMQ à Tours en 2026.

La présente convention a pour objet de déterminer les dispositions partenariales convenues entre les parties soussignées pour la réalisation des Troisièmes Journées des Mobilités du Quotidien (JMQ) à Tours les 28, 29 et 30 janvier 2026.

Les prises en charges des parties signataires, à savoir l'association RER métropolitains, la Région Centre-Val de Loire, le SMT, la Ville de Tours et l'ATU, impliquent une contribution de la part du SMT, sous forme de subvention à l'association RER Métropolitain, d'un montant de 10 924€.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVE** la convention relative au partenariat pour l'organisation des Journées des Mobilités du quotidien 2026;
- 
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE  
PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 75 AVENUE DE LA  
REPUBLIQUE- CHAMBRAY-LES-TOURS -**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°0510 de 308 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section AW n°431 sise 75 avenue de la République à Chambray-lès-Tours.

Cette parcelle, située en façade de l'avenue de la République, d'environ 308 m<sup>2</sup> de forme rectangulaire, goudronnée et en partie enherbée. L'emprise dispose de 4 places de stationnement qui seront restituées sur la surface de la parcelle restante sur laquelle un bâti est édifié. Cette emprise foncière est classée en zonage UX, zone à vocation économique.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 28 avril 2022, à 28 000 €.

Le 29 août 2022, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 28 000 €, libre d'occupation avec les travaux de reconstitution suivants :

- Reconstitution d'une clôture identique à l'existante,
- Repositionnement du portail existant,
- Restitution des 4 places de stationnement sur la parcelle restant propriété de la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE,
- Déplacement des réseaux et compteurs en limite de la future propriété de la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement d'une indemnité de réemploi.

Par courrier du 5 septembre 2025, la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE a accepté l'offre du Syndicat des mobilités de Touraine, au prix de 28 000 €, sous réserve que les travaux de reconstitution suivants soient pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine :

- La clôture devra être remplacée, dans le cadre d'un chantier commun avec celle de la Chambre d'Agriculture, et devra être identique sur toute sa longueur,
- Les deux portails existants devront être repositionnés à l'identique,
- Les quatre places supprimées devront être restituées,
- Les réseaux et compteurs en limite de propriété seront déplacés.

Il est précisé que :

- L'avis du domaine du 28 avril 2022, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2025 par lettre-avis du domaine le 25 septembre 2025, sans que des indemnités de remploi soient prévues en sus,



- Que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition et les travaux de reconstitution tels que précisés par la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la SCI PAYS ET BATIS DE TOURAINE d'une emprise de 308 m<sup>2</sup> cadastrée section AW n°510 issue de la parcelle située 75 avenue de la République à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AW n°431, moyennant l'indemnité principale de 28 000 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution tels qu'ils sont précisés ci-dessus seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.
- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER - ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 79 AVENUE DE LA REPUBLIQUE- CHAMBRAY-LES-TOURS**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La SCI PESCHER est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°514 issue de la parcelle cadastrée section AW n°73 sise 79 avenue de la République à Chambray-lès-Tours.

Cette parcelle, d'une superficie de 661 m<sup>2</sup>, est concernée par le projet de ligne de TRAMWAY. Il s'agit d'une emprise de forme rectangulaire, enherbée et arborée, d'une largeur de 5,50 m sur une longueur de 121 m, longeant des emplacements de stationnement liés au bâti industriel. Pour l'accessibilité à la voirie, elle dispose d'une partie de terrain en façade sur l'avenue de la République.

Cette emprise foncière est classée en zonage UX, zone à vocation économique.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 10 mars 2025, à 59 000 € avec une indemnité de remploi de 6 900 € soit une indemnité totale de 65 900 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Le 22 mai 2025, soit avant l'arrêté de déclaration d'utilité publique, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 59 000 €, libre d'occupation.

Le 21 juillet 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine a renouvelé son offre d'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 59 000 €, libre d'occupation, avec travaux de reconstitution suivants sous réserve de l'obtention des autorisations d'urbanisme y afférentes :

- Abattage des arbres et arbustes situés dans l'emprise devant faire l'objet de l'acquisition,
- Reconstitution d'une nouvelle clôture rigide,
- Absence de reconstitution de la haie,

Par courrier du 16 septembre 2025, la SCI PESCHER a accepté l'offre de vente avec lesdits travaux de reconstitution en précisant que :

- Certains arbres et arbustes sont, d'un part, situés à la limite entre la zone objet de l'acquisition et la zone restant propriété de la SCI PESCHER et que d'autre part que d'autres sont sur la zone restant propriété de la SCI PESCHER mais devront être abattus au frais du Syndicat des mobilités de Touraine car leurs branches entreverront les passages sur l'Avenue de la république,
- Dans l'hypothèse où la haie actuellement en place serait défaite avant les travaux d'arrachage des arbres et arbustes et pose de la nouvelle clôture ou dans l'hypothèse où la haie resterait en place durant lesdits travaux d'arrachage puis démontée juste avant la pose de la nouvelle clôture, le site devra rester protégé de toute intrusion,
- Dans le cadre des travaux, qu'ils soient initiés côté avenue de la République ou côté de l'emprise restant propriété de la SCI PESCHER, si l'enrobé du parking ou la bande engazonnée de la SCI PESCHER se trouve détériorés, les frais de remise en état de ces aménagements seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition et les travaux de reconstitution tels que précisés ci-dessus seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.



Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la SCI PESCHER de la parcelle cadastrée section AW n°514 de 661 m<sup>2</sup> située 79 avenue de la République à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité principale de 59 000 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution susmentionnés seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du SMT ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant, ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.
- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

#### **❖ FONCIER - ACQUISITION AMIABLE-LES BOIS DE CHAMBRAY-CHAMBRAY-LES-TOURS -**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

La Région Centre - Val de Loire est propriétaire de la parcelle cadastrée section AX n°143 de 279 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section AX n°75 et AX n°145 de 543 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée AX n°76 sise Les Bois de Chambray à Chambray-lès-Tours.

Les emprises foncières de terrain à acquérir, de forme hétérogène, sont à usage d'espaces verts et de voiries, d'une superficie totale de 822 m<sup>2</sup>. Elles disposent d'une partie de terrain en façade sur l'avenue de la République. Elles sont issues du découpage de deux grandes parcelles dont une avec des bâtis. Elles sont dans les zonages UE, zone à vocation économique et N, zone naturelle. Elles correspondent à l'accès du lycée agricole.

Dans le cadre d'échanges avec la Région Centre - Val de Loire, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière.

Les services de la Région Centre – Val de Loire ont alors entamé la procédure de désaffectation.

Le Conseil d'administration du lycée rendu lors de sa réunion du 25 mars 2025 a émis un avis favorable à la désaffectation du service public de l'enseignement et sous réserve de l'avis du Rectorat.

La Commission permanente du Conseil régional réunie le 7 mai 2025 a :

- approuvé la désaffectation du service public de l'enseignement de ladite emprise foncière,
- habilité le Président du Conseil régional à proposer cette désaffectation à Madame la Préfète de la région Centre-Val de Loire,
- Autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public portant sur ladite emprise foncière pour la réalisation des travaux de construction de la seconde ligne de tramway.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 17 mars 2025, à 13 500 €.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Par courrier du 1er juillet 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine, a proposé la vente de ladite emprise foncière au prix de 13 500€.

La Région a donné son accord de principe à la cession de ladite emprise foncière par courrier du 31 juillet 2025.

Le 17 septembre 2025, la Direction générale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt en sa qualité d'autorité académique pour l'enseignement agricole a émis un avis favorable à cette désaffectation.

Par arrêté du 13 octobre 2025, Madame la Préfète de région a désaffecté lesdites emprise foncières.

La Commission permanente du Conseil régional a accepté la cession aux conditions susmentionnées le 17 octobre 2025.

Il est précisé que la future emprise foncière dépendante actuellement du domaine public régional et devant être intégrée dans le domaine public du Syndicat des Mobilités de Touraine, l'acquisition foncière sera réalisée sous la forme d'un acte de transfert de domaine public à domaine public sans déclassement préalable, en vertu de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il vous est proposé d'accepter cette acquisition aux conditions susmentionnées, et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu.

Il a été proposé au Comité syndical :



- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès la Région Centre- Val de Loire de l'emprise foncière cadastrée section AX n°143 de 279 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section AX n°75 et AX n°145 de 543 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée AX n°76 sise Les Bois de Chambray à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité de 13 500 €,
- **DE DIRE QUE** l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution tels qu'ils sont précisés ci-dessus seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.
- **DE DIRE** que les frais d'actes notariés, de géomètre liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

**❖ FONCIER – TOURS – ACQUISITION AMIABLE AUPRES DE LIGERIS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION EN VUE DE L'AMENAGEMENT DE LA DEUXIEME LIGNE DE TRAMWAY**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Sur le territoire de la Ville de Tours, le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte plusieurs emprises foncières appartenant à LIGERIS, représentant une superficie totale de 1 656 m<sup>2</sup>, tel qu'il ressort des plans de divisions parcellaires réalisés par le géomètre. Plus précisément, il s'agit des parcelles suivantes :

- la parcelle cadastrée section CZ n°586, d'une superficie de 418 m<sup>2</sup>, située 2 place François Rude à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°725, d'une superficie de 120 m<sup>2</sup>, située 1 rue de Saussure à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°726, d'une superficie de 75 m<sup>2</sup>, située 1 rue de Saussure à Tours ;
- la parcelle cadastrée section EV n°265, d'une superficie de 1 043 m<sup>2</sup>, située rue Michel Baugé à Tours.

Ces emprises ont été évaluées par le Pôle d'évaluation domaniale par avis en date des 10 et 11 juillet 2025, au prix total de 335 640 € décomposé comme suit :

- concernant la parcelle cadastrée section CZ n°586 : 33 440 € ;
- concernant les parcelles cadastrées section DE n°725 et 726 : 61 200 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section EV n°265 : 241 000 €.

Par délibération de son Conseil d'administration en date du 5 juin 2025, LIGERIS a accepté la cession de ces emprises au profit du Syndicat des Mobilités de Touraine.

En complément, et au titre des travaux de reconstitution, le Syndicat des Mobilités de Touraine réalisera les travaux suivants :

- Sur l'emprise située rue Michel Baugé à Tours, la reprise de 41 places de stationnement et de la voie de circulation ;
- L'installation des fourreaux nécessaires à l'implantation des barrières dans le périmètre d'aménagement L2T ;
- Le repositionnement des points d'apport volontaire avec accès depuis le domaine privé de LIGERIS.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **DE DECIDER** d'acquérir auprès de LIGERIS, plusieurs parcelles situées sur le territoire de la Ville de Tours, représentant une superficie totale de 1 656 m², à savoir :
  - o la parcelle cadastrée section CZ n°586, d'une superficie de 418 m², située 2 place François Rude à Tours ;
  - o la parcelle cadastrée section DE n°725, d'une superficie de 120 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
  - o la parcelle cadastrée section DE n°726, d'une superficie de 75 m², située 1 rue de Saussure à Tours ;
  - o la parcelle cadastrée section EV n°265, d'une superficie de 1 043 m², située rue Michel Baugé à Tours.
- **DE PRECISER** que l'acquisition amiable de ces biens est consentie et acceptée moyennant le prix total de 335 640 €, conformément aux estimations réalisées par le Pôle d'évaluation domaniale, et décomposé comme suit :
  - o concernant la parcelle cadastrée section CZ n°586 : 33 440 € ;
  - o concernant les parcelles cadastrées section DE n°725 et 726 : 61 200€ ;
  - o concernant la parcelle cadastrée section EV n°265 : 241 000 €.
- **DE PRECISER** qu'au titre des travaux de reconstitution, le Syndicat des Mobilités de Touraine réalisera les travaux suivants :



- Sur l'emprise située rue Michel Baugé à Tours, la reprise de 41 places de stationnement et de la voie de circulation ;
  - L'installation des fourreaux nécessaires à l'implantation des barrières dans le périmètre d'aménagement L2T ;
  - Le repositionnement des points d'apport volontaire avec accès depuis le domaine privé de LIGERIS.
- **DE DIRE** que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
  - **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION- LA RICHE – 142 RUE DE LA MAIRIE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Monsieur Christophe DRENEAU est propriétaire de deux garages situés au 142 rue de la Mairie à la Riche, représentant les parcelles cadastrées section AP n°692 et n°693, d'une surface totale de 40 m².

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 13 mars 2025 à 32 000 € au titre de l'indemnité principale et 4 200 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 36 200 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un courrier a été adressé sur cette base au propriétaire le 4 septembre 2025, qui l'a accepté le 1<sup>er</sup> octobre 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVER** l'acquisition auprès de Monsieur Christophe DRENEAU de deux garages situés 142 rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 692 et 693, moyennant une indemnité totale de trente six mille deux cents euros (36 200 €), comprenant une indemnité principale de 32 000 € et 4 200 € au titre de l'indemnité de réemploi.
- **DE DIRE QUE** les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **FONCIER – ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION- 122 RUE DE LA MAIRIE LOT 1– LA RICHE**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Isabelle BENSIMON est propriétaire d'un garage situé au 122 rue de la Mairie à la Riche, au sein d'un immeuble en copropriété, édifié sur la parcelle cadastrale AP 419.

Ce garage, d'une surface utile de 13m<sup>2</sup> correspond au lot 1 de la copropriété et représente une quote part de 1250/10 000èmes des parties communes générales.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis actualisé du 13 mars 2025 à 15 250 € au titre de l'indemnité principale et 2 525 €, au titre de l'indemnité de réemploi, soit un montant total de 17 775 €.

En effet, le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, ayant été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, ouvre droit au versement de cette indemnité de réemploi.

Un mémoire valant offres a été adressé sur cette base à la propriétaire le 20 juin 2025, qui l'a accepté le 02 juillet 2025.

Il vous est proposé d'accepter l'acquisition de ce bien aux conditions citées ci-dessus.



Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'APPROUVE** l'acquisition auprès de Madame BENSIMON Isabelle d'un garage situé 122rue de la Mairie à la Riche, cadastré section AP numéro 419, lot n°1, moyennant une indemnité totale de dix sept mille sept cent soixante quinze euros (17 775 €), comprenant une indemnité principale de 15 250 € et 2 525 € au titre de l'indemnité de réemploi.
- **DE DIRE QUE** les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir, ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

❖ **FONCIER - ACQUISITION AMIABLE DANS LE CADRE D'UNE  
PROCEDURE D'EXPROPRIATION – LA RESIDENCE LA BELLE  
FILLE – TOURS**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway impacte l'assiette foncière de la résidence « La Belle Fille », située place Champlain à Tours, sur une emprise d'une superficie de 469 m<sup>2</sup> tel qu'il ressort du plan de division parcellaire réalisé par le géomètre.

Dans ce cadre, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite donc acquérir ladite emprise, située en zone UM du Plan Local d'Urbanisme et nouvellement cadastrée section CZ n°591, moyennant le prix de 62 000 € établi conformément à un avis domanial en date du 8 janvier 2025.

Cette proposition a été acceptée par le Syndicat des copropriétaires lors de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 7 octobre 2025, sous les conditions suivantes :

- Création de 10 places de parking accessibles sur le domaine public mais non attribuées privativement, en compensation des accès supprimés et de la suppression de 7 places de parking initiales ;
- Installation de feux tricolores à l'entrée de la résidence sur l'avenue Nielsen avec panneaux d'interdiction aux poids-lourds (sauf ordures ménagères et véhicules de services) ;
- Préservation de l'îlot de verdure restant côté Avenue Stendhal et remise en état si besoin après travaux ;
- Replantation de haies et végétaux protecteurs constituant des écrans anti-bruit et brise-vue en raison de la faible largeur restant de l'allée Nicolas Denis, dans le respect du projet établi par la SET suivant plan reçu le 4 septembre 2025 ;
- Réfection des parkings privatifs publics attenants aux parkings créés allée Nicolas Denis (sol et marquage) ;
- Prise en charge partielle par le Syndicat des Mobilités de Touraine des frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire rendus nécessaires pour la validation de la cession, à hauteur de 1 500 €, le surplus demeurant à la charge du syndicat des copropriétaires.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- **DE DECIDER** d'acquérir auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « La Belle Fille », la parcelle nouvellement cadastrée section CZ n°591, d'une superficie de 469 m<sup>2</sup>, située place Champlain à Tours, selon le plan joint, moyennant le prix de 62 000 € ;
- **DE PRECISER** que cette acquisition se fera sous les conditions suivantes :
  - Création de 10 places de parking accessibles sur le domaine public mais non attribuées privativement, en compensation des accès supprimés et de la suppression de 7 places de parking initiales ;
  - Installation de feux tricolores à l'entrée de la résidence sur l'avenue Nielsen avec panneaux d'interdiction aux poids-lourds (sauf ordures ménagères et véhicules de services) ;
  - Préservation de l'îlot de verdure restant côté Avenue Stendhal et remise en état si besoin après travaux ;
  - Replantation de haies et végétaux protecteurs constituant des écrans anti-bruit et brise-vue en raison de la faible largeur restant de l'allée Nicolas Denis, dans le respect du projet établi par la SET suivant plan reçu le 4 septembre 2025 ;
  - Réfection des parkings privatifs publics attenants aux parkings créés allée Nicolas Denis (sol et marquage) ;



- Prise en charge partielle par le Syndicat des Mobilités de Touraine des frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire rendus nécessaires pour la validation de la cession, à hauteur de 1 500 €, le surplus demeurant à la charge du syndicat des copropriétaires ;
- **DE DIRE** que les frais de géomètre ainsi que les frais d'acte notarié liés à cette acquisition sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir ou, une fois l'ordonnance d'expropriation rendue, tout traité d'adhésion.

**Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.**

### **❖ INSTITUTIONS - INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION**

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

#### **➤ Signature des arrêtés suivants :**

- **Arrêté 2025-24** : Demande de subvention Fonds Vert pour le financement pour un projet d'incitations financières à la pratique du covoiturage
- **Arrêté 2025-25** : Désignation du Responsable de l'Accès aux Documents Administratif et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.
- **Arrêté 2025-26** : Délégation de signature à Monsieur Frédéric CHARTRAIN, Responsable du service offre, exploitation et aménagement du réseau bus.
- **Arrêté 2025-27** : Délégation de signature à Monsieur Christophe SER, Responsable du service Infrastructures Tramway.

#### **➤ Signature des décisions suivantes :**

- **Décision 2025-04** : Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical au lancement de la production double Pony en France à la Manufacture

Française du cycle, 27 rue Marcel Brunelière à MACHECOUL-SAINT-MEME  
44270, le 16 octobre 2025.

- **Décision 2025-05** : Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical aux rencontres Nationales du Transport Public (RNTP) au parc des expositions à Orléans du 04 au 06 novembre 2025.

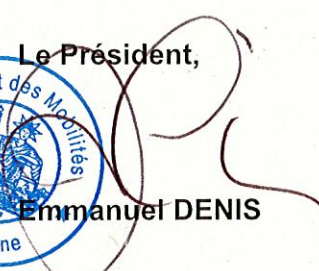
Il a été proposé au Comité syndical :

- **D'ACTER** les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **D'ACTER** les décisions prises par le mandataire passées pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020.

**Le Comité syndical a acté**

**Le Comité s'est achevé à 17h40.**

Le Secrétaire de séance,  
  
**Franck MAZET**

Le Président,  
  
**Emmanuel DENIS**